

ÉPURER LE POUVOIR POLITIQUE DE SA CONCEPTION MERCANTILE EN RD CONGO : UN IMPÉRATIF POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS

Le pouvoir n'est pas une chose que l'on possède, mais une fonction que l'on assume (dignitas), et qui n'a pour avantage que l'honneur d'avoir pu servir l'intérêt général.

(Cicéron, *Traité des devoirs*)

Alain NZADI-A-NZADI, S.J.,
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

J'ai encore en mémoire la conclusion de l'éditorial du numéro 552 de *Congo-Afrique*, consacré à « une conception biaisée du mandat politique » en RD Congo : « Il est donc clair que le pouvoir politique doit être épuré de sa conception biaisée actuelle pour accélérer le développement du pays. Dans le cas contraire, la politique continuera de demeurer cette mangeoire au service d'une poignée de privilégiés. Par conséquent, la RD Congo ne deviendra jamais une nation au vrai sens du terme, mais simplement un conglomerat d'ethnies qui vivent côte à côte sans développer une conscience nationale capable de faciliter la solution aux défis communs du pays, dont l'insécurité, la faim, le chômage des jeunes, etc. »¹.

L'actualité de la RD Congo est constamment prise d'assaut par des nouvelles alarmantes dans presque tous les secteurs de la vie nationale : politique, économique, sécuritaire, pour ne citer que ceux-là. A ce propos, l'on pointe souvent du doigt ceux qui ont le pouvoir de changer le cours des choses, à savoir les autorités politiques à tous les niveaux. Sans leur faire un procès que certains jugeraient trop sévère, étant donné l'énormité et la complexité des défis auxquels elles font souvent face, il convient néanmoins de les placer devant leurs responsabilités au regard de certaines dérives que l'on constate dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour aller dans le sens de l'affirmation de Cicéron mentionnée ci-haut, la raison d'être du pouvoir

1 Alain NZADI, « Une conception biaisée du mandat politique un frein au développement et à l'émergence d'une « conscience nationale » en RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°552 (février 2021), p. 120.

politique est d'abord de servir le peuple. En ce sens, suggère Ongendangenda dans sa contribution publiée dans cette livraison, le pouvoir implique plus de devoirs que de droits, y compris celui d'être impopulaire si les circonstances le commandent. Fort de cette affirmation, l'on peut évaluer la manière dont les politiques eux-mêmes ainsi que leurs partisans qui affichent souvent un fanatisme béat, voire dangereux², conçoivent le pouvoir en RD Congo. Comment donc épurer le pouvoir politique de la conception mercantile qui prévaut aujourd'hui ? Les contributions publiées dans cette livraison avancent quelques préalables à ce propos, à savoir :

(1) Redécouvrir l'essence du pouvoir politique : le service du peuple³

Le pouvoir politique doit être au service du peuple et du bien commun. Voici une évidence qui doit sous-tendre toute ambition politique. Autrement, la politique deviendra un instrument dangereux entre les mains des inconscients qui ne poursuivent d'autre intérêt que leur réalisation personnelle. En effet, les Citoyens congolais qui aspirent au mandat politique devraient aligner leurs ambitions sur cette vérité du reste rappelée, d'une certaine manière, à l'article 5 de la Constitution congolaise qui stipule :

La souveraineté nationale appartient au peuple. Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce directement par voie de référendum ou d'élections et indirectement par ses représentants. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.⁴

Prosper Nzekani, Richard Ongendangenda, Joseph Innocent Ndjabba et Jean-Paul Kisembo proposent des contributions qui renforcent l'importance de maintenir des rapports sains entre le pouvoir politique et le service efficient du peuple. Si cette relation est sapée, les bases du pouvoir politique s'effondrent, et celui-ci s'apparente immédiatement à une tyrannie.

Si le magistrat ou le juge ne peut plus dire correctement le droit en respectant les règles éthiques liées à la fonction qu'il occupe, il y a lieu de reconnaître que le service du peuple est foulé aux pieds par ceux qui sont censés protéger les faibles (Kisembo et Ongendangenda). De la même manière, si les citoyens qui nourrissent l'ambition de présider à la destinée de la nation entière ne savent plus consulter ceux qui les ont portés au pouvoir, le lien vital entre la politique et le service du peuple n'existe plus (Nzekani). Ou encore, si le peuple démissionne de sa participation citoyenne pour laisser sa destinée aux seuls caprices des politiciens, c'est qu'il n'a pas compris que la raison d'être du mandat politique est de se mettre au service de ceux qui vous ont portés au pouvoir (Ndjabba).

2 Alain NZADI, « Se départir du fanatisme béat pour faire décoller la RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°540 (décembre 2019), pp. 586-587.

3 Alain NZADI, « Démocratie oblige... Pour un pouvoir politique au service du peuple et de l'intérêt supérieur de la nation », in *Congo-Afrique*, n°534 (avril 2019), pp. 294-296.

4 Cabinet du Président de la République, « Constitution de la République démocratique du Congo », in *JOURNAL OFFICIEL* de la République démocratique du Congo, Kinshasa, 5 février 2011, p. 9.

Ainsi, il est vital que l'exercice du mandat politique ne soit plus jugé à l'aune des slogans souvent tapageurs que scandent les politiciens et leurs partisans, ni des maquettes qui ornent éternellement les artères publiques sans jamais se matérialiser, mais à partir du service effectivement rendu au peuple dont le mandat politique confère la lourde responsabilité d'assurer la prospérité, la paix et la sécurité.

(2) Évaluer le mandat politique à l'aune de l'expérience sociale quotidienne des citoyens

Ces dernières années, nous avons assisté à l'émergence d'une nouvelle forme de participation citoyenne en RD Congo, à travers les mouvements dits citoyens (Lucha, Filimbi, etc.) et de la chanson urbaine engagée, œuvre des jeunes artistes tels que Bob Elvis, Delcat Idenco, Muyisa Nzanu Makasi, le collectif MPR et tant d'autres⁵. Ces nouvelles formes de participation citoyenne refusent justement de cautionner la réification de la population par les politiciens qui, pour paraphraser Kasereka, font de la politique un sport d'enrichissement rapide, en total déni de leurs promesses électorales et d'une population trahie par ses propres élus.

Le temps est venu de revoir nos clés de lecture de la réussite d'un mandat politique en RD Congo. La situation sociale vécue au quotidien par les citoyens devrait constituer l'unité de mesure de l'action d'un leadership politique quelconque. Il est urgent que nos politiciens comprennent que le peuple n'est pas le marchepied dont ils se servent pour accéder à une position politique convoitée et décider ensuite de l'ignorer allègrement jusqu'à la prochaine campagne électorale. Comme je l'affirmais dans un autre éditorial, il est impérieux de subordonner les ambitions politiques partisans et égocentriques au bien-être de la population et au développement du pays⁶.

(3) Passer de la « vision politique » à la « vision de développement »

L'analyste politique Prosper Nzekani présente clairement le tableau scandaleux de l'écart entre le potentiel du pays en divers domaines et son niveau de développement actuel⁷ ; d'où l'urgence de rectifier le tir. Ainsi, considérant la manière dont s'élabore et s'exécute le budget de la RD Congo, Jean-Paul Kumakete rappelle que le développement d'une nation est une œuvre de longue haleine qui exige une planification intelligente

5 L'article de KASEREKA KAVWAHIREHI (« Parole interdite, sujets disqualifiés. Méditation sur la puissance de la musique urbaine ») publié dans ce numéro est justement consacré à l'analyse de l'émergence de cette nouvelle forme de participation citoyenne. Il est possible de trouver les clips vidéos des chansons de ces jeunes artistes congolais sur YouTube.

6 Alain NZADI, « Subordonner les ambitions politiques oligarchiques au développement de la nation : un impératif moral pour la RD Congo et pour l'Afrique », in *Congo-Afrique*, n°544 (avril 2020), p. 294-296.

7 Prosper NZEKANI, Priorités et préoccupations des citoyens de la RD Congo. Un regard sur ce que le peuple attend de ses dirigeants

et un engagement sans faille des acteurs directement impliqués dans la matérialisation de cette planification. Pour cela, un leadership politique visionnaire et suffisamment patriote est requis ; un leadership complètement affranchi du mercantilisme profiteur qui anime malheureusement certains acteurs politiques du pays.

Passer de la « vision politique » à la « vision de développement », c'est promouvoir un leadership libéré de la hantise du « mandat politique » pour s'inscrire dans une vision de planification à long terme. Comme le suggère Kumakete, un tel leadership refuse de se distinguer par la pratique politique politicienne populiste, dont le résultat est, dans la plupart des cas, la mise sur pied de petites actions circonstanciées et montées à la hâte, pour jeter de la poudre aux yeux des potentiels électeurs. Ce leadership est sous le diktat du mandat politique à conserver par tous les moyens, sans une réelle vision du développement du pays. Il faut se départir de la hantise du court terme pour apprendre à planifier à long terme, en posant des actions qui doivent survivre à une législature quelconque, au-delà d'un simple mandat politique, pour le bien supérieur de la nation entière.

La vision de développement s'emploie à promouvoir la création des emplois en mettant en place un environnement socioéconomique qui jouerait le rôle de véritable catalyseur. En effet, le pays ne pourra pas se développer si la majorité de ses citoyens pensent que l'unique manière de réussir leur vie est d'embrasser une carrière politique. A ce propos, le point de vue du célèbre Juge sénégalais Kéba Mbaye est fort éclairant : « Plutôt que d'avoir de grands politiciens, cherchons à avoir de grands médecins, de grands ingénieurs, de grands professeurs, de grands spécialistes de l'économie et des finances et même des savants. Les pays les plus puissants du monde ne sont pas ceux où la politique est reine. C'est plutôt le contraire. »⁸

Le leadership politique dont le pays a grandement besoin est donc celui qui effacera de la mémoire collective congolaise l'impression que s'engager en politique est synonyme d'enrichissement à une vitesse vertigineuse. Le pays a plutôt besoin d'entrepreneurs qui pourront créer des emplois et résorber le chômage endémique qui fait croire aux jeunes que l'unique moyen de réussir leur vie est de devenir « politicien ». Pour matérialiser un tel pari, le leadership politique du pays doit effectivement se défaire de la « vision politique » assez réductrice, qui n'obéit qu'au mandat politique, pour embrasser la « vision de développement », en posant des fondations solides de bonne gouvernance qui survivront à leurs initiateurs.■

8 KÉBA MBAYE, « L'éthique, aujourd'hui. » Leçon inaugurale donnée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le 14 décembre 2005.